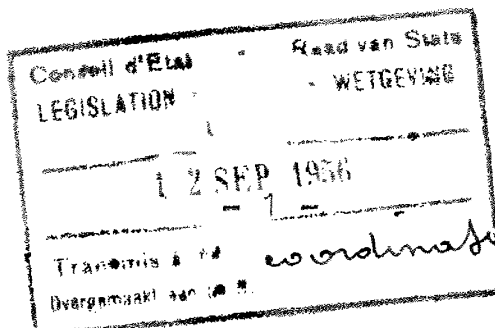


MTL.



L.5145/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 mars 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les services militaires à l'armée mobilisée à considérer à partir du 1er février 1953 pour l'attribution des bonifications d'ancienneté aux militaires des forces armées et de la gendarmerie, invalides de la guerre 1940-1945", a donné le 9 juillet 1956 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e maart 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de bij het gemobiliseerde leger volbrachte militaire diensten die vanaf 1 februari 1953 in aanmerking genomen worden voor de toekenning der anciënniteitsbijslagen aan de militairen van de krijgsmacht en van de rijkswacht, oorlogsinvaliden 1940-1945", heeft de 9e juli 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet vise à déterminer les périodes de service militaire à l'armée mobilisée qui sont à prendre en considération à partir du 1er février 1953 pour l'application de la loi du 14 février 1955 relative aux bonifications d'ancienneté allouées aux militaires des forces armées et de la gendarmerie, invalides de la guerre de 1940-1945.

Il est pris en exécution de l'article 2, 1°, de la loi.

+

+ +

Observations générales.

Comme le souligne la note qui l'accompagne, le projet procède par voie d'énumération et établit, pour les invalides militaires de la guerre de 1940-1945 qui appartiennent toujours à la carrière des armes, un régime beaucoup plus détaillé que celui qui s'applique, en vertu de l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, à ces mêmes invalides lorsqu'ils occupent des emplois dans les administrations de l'Etat ou dans les établissements publics sous le contrôle ou la garantie de l'Etat.

.../...

En ce qui concerne cette catégorie d'invalides militaires, la loi se borne, en effet, à user pour la détermination de leurs bonifications d'ancienneté de l'expression "temps de présence sous les drapeaux" sans que le Rri ne dût la préciser autrement.

Si, comme l'indique également la note, l'énumération que fait le projet des périodes de service à considérer comme présence à l'armée mobilisée servira à fixer les droits de tous les invalides de guerre en situation de pouvoir prétendre à des bonifications d'ancienneté, il s'ensuit que ce ne sera cependant qu'en vertu d'une simple interprétation administrative de l'expression "temps de présence sous les drapeaux" lorsqu'il s'agira de ceux qui auraient cessé de faire partie des forces armées ou de la gendarmerie.

+
+ +

L'énumération des différentes espèces de services qui sont pris en considération par le projet débute chaque fois, sauf à l'article 3, § 1er, qui a spécialement trait à la gendarmerie, par les mots "pour les militaires".

Il n'a pas été possible au Conseil d'Etat de déterminer avec certitude quel était le sens précis de cette expression dans le présent projet.

Elle peut n'être qu'un rappel de ce que le projet règle la matière des bonifications d'ancienneté pour les invalides de la guerre 1940-1945 qui appartiennent toujours à la carrière militaire. Dans ce cas, elle est trop large et déborde le champ d'application de la loi du 14 février 1955 en ce qu'elle englobe par la généralité de ces termes tous les militaires invalides encore en service alors que la loi n'accorde le bénéfice des bonifications qu'aux militaires restés en service à la fin de la guerre ou qui ont repris le service avant le 27 mai 1949. Cependant, elle peut également signifier que certaines tout au moins des prestations énumérées par le projet ne sont prises en considération comme service à l'armée mobilisée que pour autant que celui qui s'en prévaut ait eu la qualité de militaire au moment où il les accomplissait.

L'expression semble devoir être prise dans la première acception aux articles 2, 3, § 2, 5 et 8, car les services décrits par ces dispositions n'ont pu être accomplis que par des personnes possédant la qualité de militaire au moment où elles les prestaient. Elle y est dès lors non seulement inadéquate parce que trop générale, mais inutile.

Aux articles 6 et 7 elle aurait, selon les explications données au Conseil d'Etat au cours de l'examen du projet, tantôt l'un sens, tantôt l'autre.

En effet, si le bénéficiaire de la loi qui a rejoint les forces belges en Grande-Bretagne ou qui a été transféré sur le contrôle d'une armée alliée

peut faire valoir des services de l'espèce décrite à l'article 6 il n'aura néanmoins droit aux majorations accordées pour le voyage et l'internement éventuel que s'il avait la qualité de militaire au moment du voyage. Sans que rien ne permette de le discerner, la même expression tout en n'étant employée qu'une seule fois dans l'article, y a donc deux sens différents. Il en irait identiquement à l'article 7, § 1er, en ce qui concerne les bénéficiaires de la loi qui ont rejoint la force publique du Congo.

A l'article 7, § 2, l'expression signifierait que, pour avoir droit aux bonifications, il fallait posséder la qualité de militaire de l'armée métropolitaine au 10 mai 1940.

Ces équivoques ne peuvent subsister.

Etant donné l'économie du projet, c'est à l'article 1er que devrait être indiqué avec exactitude et dans les termes de la loi le champ d'application du projet. Cela permettrait l'omission de l'expression "pour les militaires" dans toutes les dispositions où elle ne constitue que le rappel d'ailleurs défectueux de ce champ d'application. Pour cela, il suffirait d'insérer dans le texte du projet les mots "restés en service ou ayant repris du service avant le 27 mai 1949" in fine de l'article avant les mots "sont déterminés ci-après".

Si les renseignements donnés au Conseil d'Etat concernant le deuxième sens de l'expression, aux articles 6 et 7, correspondent aux intentions du Gouvernement,

il faudrait de plus énoncer formellement à ces articles quelles sont les prestations n'exigeant pas de par leur nature, la qualité de militaire, qui ne sont prises en considération que dans le chef de ceux qui possédaient cette qualité au moment où ils les accomplissaient

Au cas où ses discriminations n'auraient pour fondement que des doutes sur l'étendue des pouvoirs conférés au Roi par l'article 2, 1^o, alinéa 2 de la loi, le Conseil d'Etat signale que ces pouvoirs sont formulés en termes très larges et qu'ils permettent, à son avis, de faire entrer dans la notion de "service à l'armée mobilisée" propre à la guerre de 1940-1945 les prestations telles que les voyages et les internements, car ceux-ci constituaient le préliminaire indissociable et généralement inéluctable à l'incorporation tant dans les forces belges de Grande-Bretagne que dans la force publique du Congo ou dans les forces armées alliées. Ces pouvoirs sont, de même, suffisamment larges pour permettre que soit réputé "service à l'armée mobilisée" le service fait dans les conditions prévues à l'article 7, § 2, à la force publique du Congo par ceux qui au 10 mai 1940, ne possédaient pas la qualité de militaire des forces armées métropolitaines. S'il en était autrement l'article 7, § 1er, tout entier, comme l'article 6, dans la mesure où il retient les services prestés dans une force armée alliée, excéderaient également les pouvoirs du Roi .

+

+

+

.../...

Le projet ne consacre aucune disposition, r aux services prestés comme agents de renseignements et d'action, ni aux services prestés comme résistants armés ou par la presse clandestine, alors que l'article 2 de la loi s'y réfère expressément. A moins que ce ne soit sans intérêt faute de la présence dans les forces armées et la gendarmerie d'invalides ayant eu une activité de cette nature, ce que le Conseil d'Etat ne peut déterminer, le projet devrait être complété sur ce point.

Les dispositions nécessaires pourraient être rédigées comme suit et insérées en deux articles distincts à la suite de l'article 8.

"Article 9.-

Pour ceux qui ont appartenu au corps des agents de renseignements et d'action ou qui ont été auxiliaires des services de renseignements et d'action, le temps de leur participation à un de ces services ou à l'accomplissement de la mission qui leur fut confiée, augmenté s'ils ont pris le départ de Grande-Bretagne ou y ont été préparés à leur tâche, du temps mis à gagner la Grande-Bretagne déterminé conformément aux dispositions relatives à ceux qui ont rejoint les forces belges en Grande-Bretagne, ainsi que du temps consacré à leur entraînement.

Article 10.-

Pour ceux qui sont reconnus comme résistants armés ou résistants par la presse clandestine : la période de service effectif dans la résistance".

+

+ +

.../...

Examen des articles.Article 2.

Cet article concerne les "militaires de réserve et les miliciens qui appartenaient , à la date de la capitulation, à l'armée mobilisée ou qui étaient passés régulièrement en France ou en Afrique du Nord".

Dans un avis du 18 octobre 1954 relatif à un projet d'arrêté royal accordant la gratuité de transport et une allocation pour frais de route aux militaires de réserve belges, résidant à l'étranger, qui sont rappelés sous les armes en cas de mobilisation, le Conseil d'Etat a fait observer que la dénomination "militaires de réserve" manque de précision, aucune disposition légale ou réglementaire n'ayant déterminé ce qu'il faut entendre exactement par là.

L'intention du Gouvernement est, selon les renseignements reçus, de rendre l'article applicable à tous les militaires, qui, sans être de carrière, étaient présents à l'armée mobilisée en 1940.

Pour y parvenir adéquatement, l'expression "pour les militaires de réserve et pour les miliciens" devrait être remplacée par celle de "Pour les officiers de réserve, pour les militaires accomplissant leur terme de service actif ainsi que pour les militaires en congé illimité rappelés qui".

.../...

Les circonstances de la guerre de 1940-1945 n'ayant pas toujours permis de se pourvoir d'une autorisation régulière pour passer soit en France, soit en Afrique du Nord il serait en outre préférable de substituer au terme "régulièrement" celui mieux approprié de "légitimement". Cette dernière observation vaut également pour les articles 3, § 2, et 6.

+

+ +

Article 3.

A la différence de l'article 2 relatif aux militaires qui, au 10 mai 1940, n'étaient pas de carrière, l'article 3 vise les militaires qui, à cette date, avaient déjà la qualité de militaire de carrière ou de membre de la gendarmerie.

Le § 3 détermine ce qu'il advient du temps qui s'est écoulé entre la date où le service à l'armée mobilisée a pris fin et celle de la reprise du service normal à la gendarmerie pour les membres de ce corps, ou celle de la rentrée dans leurs foyers pour les militaires de carrière.

Il résulte des renseignements reçus que l'intention du Gouvernement est de n'exclure ce temps de la double supputation que dans la mesure où il a été anormalement long et sans que des justifications puissent être fournies.

Le projet traduirait mieux l'intention du Gouvernement si les termes "ne suit pas immédiatement" étaient remplacés par "ne suit pas dans un délai normal". Le mot "intervalle" devrait, dans ce cas, être remplacé par "ce délai".

+

Article 4.

L'article 4 règle le cas des militaires qui furent affectés, sous commandement belge, au déminage du territoire après le 28 mai 1940.

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 14 février 1955, il a été précisé notamment : "L'arrêté royal à prendre en exécution du projet de loi en cours, tiendra compte pour la détermination des périodes à considérer comme service militaire à l'armée mobilisée pour le calcul des bonifications d'ancienneté, du projet de loi en élaboration, déterminant, en ce qui concerne la guerre 1940-1945, les périodes à compter double dans le calcul des pensions militaires d'ancienneté. Or, aux termes de ce dernier projet de loi, le temps passé après le 28 mai 1940 au déminage de certaines parties du territoire national, sous commandement militaire belge, est compté double dans le calcul de la pension militaire d'ancienneté" (Doc. Ch. 1952-53, n°642; Ann. Ch., 4 nov. 1953, pp.25-26).

Le voeu du législateur serait mieux réalisé si l'article 4 du projet reproduisait les termes employés par la disposition similaire du projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 9 avril 1956 sous le n°5094/2.

Pour cela l'article 4 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 4.-

Pour ceux qui, étant militaires, ont été affectés après le 28 mai 1940, sous commandement militaire belge, au déminage de certaines parties du territoire national, les services considérés sont ceux qu'ils ont accomplis pendant cette affectation".

Article 5.

L'article 5, alinéa 1er, détermine le temps à compter double pour les militaires qui furent soit prisonniers de guerre, soit internés.

L'alinéa 2 prévoit que le temps de captivité ou d'internement à prendre en considération pour la bonification d'ancienneté, est augmenté de la durée du congé de repos réellement obtenu ou d'une période de six mois pour les évadés qui ultérieurement furent pris en force en Grande-Bretagne ou au Congo, ou qui dans le délai de six mois ont pris du service dans le Service de renseignements et d'action, dans la Résistance armée ou dans la Résistance par la presse clandestine. Il omet toutefois de prévoir le cas de ceux qui ont été inscrits sur les contrôles d'une armée alliée avec l'accord du Gouvernement.

L'alinéa 2 confère le même avantage aux militaires de carrière qui sont "prisonniers politiques, bénéficiaires de la loi du 26 février 1947".

Le terme "bénéficiaires" est équivoque, puisqu'il vise aussi bien les prisonniers politiques qui n'ont obtenu que le bénéfice du statut des prisonniers politiques que ceux qui ont obtenu en outre le titre de prisonnier politique. Or, il résulte de l'article 2, 2°, de la loi du 14 février 1955 que seuls les derniers peuvent invoquer le bénéfice des bonifications d'ancienneté.

L'article 5 appelle en outre des observations de forme qui résultent du texte proposé ci-après :

"Article 5.-

§ 1er. Pour ceux qui ont été prisonniers de guerre et pour ceux qui ont été internés, les services considérés sont égaux à la durée du séjour dans un camp de prisonniers de guerre ou à la durée de l'internement en pays neutre , augmentée des périodes postérieures à leur évasion, à leur rapatriement ou à leur libération qui sont prises en considération par l'arrêté du Régent du 27 mai 1949 pour le calcul de la dotation des ex-prisonniers de guerre.

Ce temps est augmenté de la durée du congé de repos dont l'intéressé a effectivement bénéficié ou, pour ceux qui se sont évadés, d'une période de six mois :

- 1° s'ils ont rejoint les forces belges en Grande-Bretagne, la force publique du Congo belge ou une force alliée avec l'accord du Gouvernement belge;
- 2° si, dans ce délai de six mois, ils ont pris du service dans un service de renseignements et d'action, dans la résistance armée ou dans la résistance par la presse clandestine.

§ 2. Le temps passé comme prisonnier politique par le militaire de carrière auquel le titre de prisonnier politique a été reconnu, est augmenté des mêmes périodes que celles prévues au § 1er pour les prisonniers de guerre ou les militaires internés".

Articles 6 et 7.

Sous réserve de la deuxième observation générale , ces deux articles traduiraient mieux les intentions du Gouvernement s'ils étaient rédigés comme suit :

"Article 6.-

Pour ceux qui ont rejoint les forces belges en Grand-Bretagne et pour ceux qui au cours des hostilités ont été inscrits sur les contrôles d'une force alliée avec l'accord du Gouvernement belge , les services considérés sont les périodes de services effectifs depuis la date de leur prise ou reprise en force dans ces armées il y est ajouté (le cas échéant, pour ceux qui avaient la qualité de militaire au moment du départ) le temps mis pour rejoindre ces forces depuis le départ d'un territoire occupé, de France ou d'un pays neutre, jusqu'à la prise ou la reprise en force dans une des armées visées ci-dessus, sans que ce temps puisse excéder six mois augmenté de la durée de l'internement subi par les intéressés dans les pays traversés.

Article 7.-

§ 1er. Pour ceux qui, postérieurement au 10 mai 1940, ont rejoint la force publique du Congo belge, les services considérés sont les périodes de service effectif dans la force publique mobilisée à partir de leur prise ou reprise en force; il y est ajouté (le cas échéant, pour ceux qui avaient la qualité de militaire des forces métropolitaines au moment du départ) le temps révolu depuis le départ d'un territoire occupé, de France ou

d'un pays neutre, jusqu'à l'arrivée au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, sans que ce temps puisse excéder six mois augmenté de la durée de l'internement subi par les intéressés dans les pays traversés.

§ 2. Pour ceux qui étaient en service (le cas échéant, pour ceux qui, ayant la qualité de militaire des forces métropolitaines, étaient en service) sur le territoire du Congo belge ou du Ruanda-Urundi le 10 mai 1940, les services considérés sont les périodes de service effectif à la force publique, s'ils ont fait partie d'un corps expéditionnaire de cette force."

Article 10.

Après avoir rappelé la prescription de l'article 1er de la loi, aux termes de laquelle les services ne peuvent en aucun cas ni commencer avant le 10 mai 1940 ni dépasser le 8 mai 1945, le projet se borne, en fait de règles relatives au calcul du temps à bonifier, à préciser qu'une même période ne peut être retenue plus d'une fois.

L'arrêté royal du 22 avril 1952 a cependant dû être pris pour permettre l'exécution de l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Un arrêté royal sera de même nécessaire pour fixer les modalités relatives au calcul des bonifications prévues par la loi du 14 février 1954 et par le présent arrêté .

Si l'intention du Gouvernement est de rendre sans plus applicable aux membres des forces armées et de la gendarmerie l'arrêté royal du 22 avril 1952, il suffirait de compléter le projet par un article à cette fin. Sinon les modalités d'application devront en faire l'objet d'un arrêté distinct ou d'un chapitre à insérer dans le présent projet.

Het ontwerp heeft tot doel te bepalen welke perioden van militaire dienst bij het gemobiliseerde leger met ingang van 1 februari 1953 in aanmerking komen voor de toepassing van de wet van 14 februari 1955 tot regeling van de toekenning van de anciënniteitsbijslagen aan de militairen van de krijgsmacht en de rijkswacht, oorlogsinvaliden 1940-1945.

Het komt tot stand ter uitvoering van artikel 2, 1°, van de wet.

+
+ +

Algemene opmerkingen.

Het ontwerp gaat, zoals de erbij gevoegde nota zegt, opsommend te werk, en brengt voor de militaire invaliden van de oorlog 1940-1945 die nog tot het beroepsleger behoren, een veel meer in bijzonderheden uitgewerkte regeling tot stand dan die welke, krachtens artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, geldt voor dezelfde invaliden, wanneer zij betrekkingen bekleden bij de Rijksbesturen of bij openbare instellingen onder toezicht of wearborg van de Staat.

.../...

Om de anciënniteitsbijlagen van deze laatste categorie van militaire invaliden te bepalen, beperkt de wet zich immers tot het gebruik van de uitdrukking "diensttijd bij het leger", zonder dat de Koning deze nader hoeft te omschrijven.

Zal de in het ontwerp gegeven opsomming van de als dienst bij het gemobiliseerde leger aan te merken dienstperioden, zoals de nota eveneens aangeeft, dienen om de rechten te bepalen van alle oorlogsinvaliden die op anciënniteitsbijlagen aanspraak kunnen maken, dan zal dit dus voor hen, die niet langer van de krijgsmacht of de rijks~~w~~acht deel uitmaken, nochtans alleen geschieden krachtens een eenvoudige administratieve interpretatie van de uitdrukking "diensttijd bij het leger".

+

+

+

De opsomming van de verschillende soorten dienst die het ontwerp in aanmerking neemt, begint telkens, behalve in artikel 3, § 1, dat meer in het bijzonder de rijks~~w~~acht betreft, met de woorden "voor de militairen".

De Raad van State heeft niet met zekerheid kunnen uitmaken welke de juiste betekenis van deze uitdrukking in het onderhavig ontwerp is.

Wellicht wil zij er alleen op wijzen, dat het ontwerp een regeling treft ter zake van de anciënniteitsbijlagen van de invaliden van de oorlog 1940-1945 die nog tot het beroepsleger behoren. Is dit zo, dan is zij te ruim en gaat zij het toepassingsgebied van de wet van 14 februari 1955 te buiten, aangezien zij door haar algemeenheid alle nog in dienst zijnde militaire invaliden bedoelt, terwijl de wet alleen bijslag verleent aan militairen die bij het einde van de oorlog in dienst zijn ge-

bleven of vóór 27 mei 1949 weder in dienst zijn getreden. De uitdrukking kan echter ook betekenen dat sommige van de in het ontwerp opgesomde prestaties alleen als dienst bij het gemobiliseerde leger worden aangemerkt voor zover hij die er zich op beroept de hoedanigheid van militair bezat op het tijdstip waarop hij ze volbracht.

In de artikelen 2, 3, § 2, 5 en 8. schijnt de uitdrukking in de eerste betekenis te moeten worden verstaan, want de in deze bepalingen omschreven diensten kunnen alleen volbracht zijn door hen die de hoedanigheid van militair bezaten op het tijdstip dat zij ze volbrachten. Zij is derhalve niet alleen ondienstig want te algemeen, maar ook overbodig.

In de artikelen 6 en 7 zou zij, volgens hetgeen tijdens het onderzoek van het ontwerp aan de Raad van State werd verklaard, nu eens de ene dan de andere betekenis hebben.

Immers, ofschoon de gerechtigde volgens de wet, die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië heeft vervoegd of die op de stamlijsten van een ander geallieerd leger werd gebracht, diensten als de in artikel 6 omschreven kan aanvoeren, hij zal nochtans alleen aanspraak hebben op de voor de reis en eventuele internering toegekende verhogingen, voor zover hij de hoedanigheid van militair bezat op het tijdstip van de reis. Eenzelfde uitdrukking, hoewel maar éénmaal in het artikel gebruikt, heeft dus twee verschillende betekenissen, zonder dat iets op het onderscheid wijst. Dit is ook het geval in artikel 7, § 1, wat de gerechtigden volgens de wet betreft die zich bij de weermacht in Congo hebben vervoegd.

In artikel 7, § 2, zou de uitdrukking betekenen dat men, om op de bijslag aanspraak te hebben, de 10e mei 1940 de hoedanigheid van militair bij het moederlandse leger moest bezitten.

Deze dubbelzinnigheid moet worden geweerd.

De economie van het ontwerp eist, dat het toepassingsgebied van het ontwerp nauwkeurig en met aan de wet ontleende termen zou worden omschreven in artikel 1. De uitdrukking "voor de militairen" zou dan achterwege kunnen blijven in alle bepalingen waarin zij alleen maar, en dan nog op gebrekkige wijze, het toepassingsgebied in herinnering brengt. Daarvoor kan men volstaan met in de tekst van het ontwerp "aan de militairen" te vervangen door de woorden : "aan in dienst gebleven of vóór 27 mei 1949 opnieuw in dienst getreden militairen".

Geeft de uitleg welke aan de Raad van State werd verschaft betreffende de tweede betekenis van de uitdrukking in de artikelen 6 en 7, de bedoeling van de Regering weer, dan moet in deze artikelen bovendien uitdrukkelijk worden gezegd met welke prestaties, die de hoedanigheid van militair niet uiteraard vereisen, slechts rekening wordt gehouden in hoofde van hen, die deze hoedanigheid bezaten op het tijdstip waarop zij ze volbrachten.

Voor het geval, dat het onderscheid alleen mocht zijn gemaakt omdat er twijfel bestaat over de omvang van de bevoegdheid welke artikel 2, 1°, tweede lid, van de wet aan de Koning verleent, moge de Raad erop wijzen dat deze bevoegdheid in zeer ruime termen is geformuleerd en naar zijn oordeel toelaat onder het aan de oorlog 1940-1945 eigen begrip "dienst bij het gemobiliseerde leger"

ook zulke prestaties als reizen en interneringen te betrekken. Deze immers vormden het onafscheidelijke en doorgaans onontkoombare voorspel tot de inlijving bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, bij de weermacht in Congo of bij de geallieerde strijdkrachten. Zo ook is die bevoegdheid ruim genoeg om de diensten, welke onder de in artikel 7, § 2, gestelde voorwaarden bij de weermacht in Congo werden verricht door hen die op 10 mei 1940 niet de hoedanigheid van militair bij de moederlandse strijdkrachten bezaten, als "dienst bij het gemobiliseerde leger" te doen beschouwen. Als dit niet zo was zou geheel artikel 7, § 1, evenals artikel 6, voor zover het bij een der geallieerde strijdkrachten verrichte diensten aanrekent, 's Konings bevoegdheid eveneens te buiten gaan.

+ + +

Het ontwerp wijdt geen bepaling aan de diensten ver-richt als inlichtings- en actieagent, in het gewapend verzet of in het verzet door de sluikpers, terwijl daarvan nochtans uitdrukkelijk sprake is in artikel 2 van de wet. Tenzij dit geen belang mocht hebben omdat er noch bij de krijgsmacht noch bij de rijkswacht invaliden zouden zijn die een zodanige activiteit hebben gehad, hetgeen de Raad van State niet kan uitmaken, moet het ontwerp ten deze worden aangevuld.

De daartoe nodige voorzieningen zouden, na artikel 8, in twee afzonderlijke en als volgt luidende artikelen kunnen worden ingevoegd :

"Artikel 9.

Voor hen die tot het korps der inlichtings- en actieagenten hebben behoord of die helper bij inlichtings- en actiediensten zijn geweest, de tijd van hun medewerking aan een dezer diensten of aan het volbrengen van de hun toevertrouwde opdracht, vermeerderd, indien zij van

Groot-Brittannië uit vertrokken zijn of er op hun taak zijn voorbereid, met de tijd die zij nodig hebben gehad om Groot-Brittannië te bereiken, welke tijd wordt vastgesteld overeenkomstig het bepaalde betreffende degenen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië hebben vervoegd, alsook met de aan hun opleiding bestede tijd.

Artikel 10.

Voor hen die als gewapend weerstander of als weerstander door de sluikpers zijn erkend : de periode van werkelijke dienst in het verzet".

+
+ +

Onderzoek der artikelen.

Artikel 2.

Dit artikel heeft betrekking op "de militairen van het reservekader en de dienstplichtigen die op de datum van de capitulatie tot het gemobiliseerde leger behoorden of die op regelmatige wijze naar Frankrijk of naar Noord-Afrika overgegaan waren".

In een advies van 18 oktober 1954 over een ontwerp van koninklijk besluit houdende toekenning van kosteloos vervoer en van een toelage voor reiskosten aan de in het buitenland verblijvende Belgische militairen van de reserve, die in geval van mobilisatie weder onder de wapens worden geroepen, heeft de Raad van State er op gewezen, dat het de benaming "militairen van de reserve", waarvan

geen wets- of reglements-bepaling de juiste betekenis heeft omschreven, aan duidelijkheid mangelde.

Volgens de ingewonnen inlichtingen is het voornemen van de Regering, het artikel toepassing te doen vinden ten aanzien van alle militairen die zich, zonder beroepsmilitair te zijn, in 1940 onder het gemobiliseerde leger bevonden.

Om voor dit doel geheel dienstig te zijn, zou de uitdrukking "Voor de militairen van het reservekader en voor de dienstplichtigen die ..." moeten worden vervangen door : "Voor reserveofficieren, voor dienstplichtigen die hun werkelijke dienstdtijd volbrachten en voor wederopgeroepen militairen met onbepaald verlof die ...".

Daar aanschaffing van een regelmatig verlof om naar Frankrijk of Noord-Afrika te trekken, wegens de oorlogsomstandigheden in 1940-1945 niet altijd mogelijk was, ware het bovendien verkieslijk de uitdrukking "op regelmatige wijze" door de passender uitdrukking "op wettige wijze" te vervangen. Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 3, 4 2, en 6.

+

+

+

Artikel 3.

In tegenstelling met artikel 2, dat betrekking heeft op militairen die de 10e mei 1940 geen beroepsmilitair waren, spreekt artikel 3 van militairen die op dezelfde datum reeds de hoedanigheid van beroepsmilitair of van lid der rijkswacht hadden.

.../...

Paragraaf 3 treft voorzieningen in verband met de tijd die verlopen is tussen de dag waarop de dienst bij het gemobiliseerde leger een einde heeft genomen en de dag waarop voor leden van de rijkswacht de normale dienst bij dit korps is hervat, of waarop, voor beroepsmilitairen, de terugkeer in de haardstede plaats heeft gehad.

Uit de verstrekte inlichtingen is gebleken, dat de Regering de bedoeling heeft die tijd alleen in zover niet dubbel te tellen, als hij abnormaal lang is geweest, zonder dat hiervoor verantwoording kan worden bijgebracht.

Het ontwerp zou deze bedoeling beter tot haar recht doen komen, indien de woorden "niet onmiddellijk volgt" werden vervangen door "niet binnen een normale termijn volgt", in welk geval in de plaats van "de tussentijd", "deze termijn" zou moeten worden gelezen.

+

+ +

Artikel 4.

Artikel 4 regelt het geval van de militairen die na 28 mei 1940 onder Belgisch commando te werk gesteld werden bij de ontmijning van het grondgebied.

.../...

In de loop van de parlementaire voorbereiding van de wet van 14 februari 1955 is daarover onder meer gezegd : "Het koninklijk besluit dat dient genomen ter uitvoering van deze wet zal, voor de bepaling der militaire dienstperioden in het gemobiliseerd leger, dienen rekening te houden met het ontwerp van wet dat in voorbereiding is en dat, voor wat de oorlog 1940-1945 betreft, de tijdspanne zal bepalen die inzake militaire anciënniteitspensioenen dubbel mag worden aangerekend. Doch volgens de tekst van dit laatste ontwerp van wet, wordt de tijd doorgebracht na 28 mei 1940, in dienst van de ontmijning van sommige gedeelten van het nationaal grondgebied onder Belgisch militair bevel, dubbel aangerekend, bij de berekening van het militair anciënniteitspensioen" (Doc.Kam.1952-53, nr 642; Hand.Kam.4 november 1953, blz. 25-26).

Aan de wens van de wetgever zou beter worden tegemoetgekomen indien artikel 4 van het ontwerp de bewoordingen overnam die zijn gebruikt in een soortgelijke bepaling van het ontwerp van wet tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen, waarover de Raad van State op 9 april 1956 onder nr 5094/2 heeft geadviseerd.

Artikel 4 zou dan als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 4.-

Voor hen die als militairen na 28 mei 1940 bij de ontmijning van sommige delen van het nationaal grondgebied onder Belgisch militair commando zijn te werk gesteld, is de in aanmerking komende dienst die welke zij gedurende deze tewerkstelling hebben volbracht".

.../...

Artikel 5.

Artikel 5, eerste lid, bepaalt welke tijd voor militairen die krijgsgevangenen of geïnterneerd zijn geweest, dubbel moet tellen.

Volgens het tweede lid wordt de voor anciënniteitsbijslag in aanmerking te nemen duur der krijgsgevangenschap of der internering vermeerderd "met de duur van het werkelijk genoten rustverlof of met een periode van zes maanden voor de ontsnapten die achteraf in Groot-Brittannië of in Congo in de getalsterkte werden opgenomen, of die binnen deze termijn van zes maanden dienst hebben genomen bij een inlichtings- en actiedienst, in de gewapende weerstand of in de weerstand door de sluikpers". Het geval echter van degenen die met goedvinden van de Regering op de stamlijsten van een geallieerd leger werden ingeschreven, is niet onder ogen genomen.

Het in het tweede lid bepaalde geldt ook voor de beroepsmilitairen "die politieke gevangenen zijn en de voordelen der wet van 26 februari 1947 kunnen genieten".

De uitdrukking "die de voordelen kunnen genieten" is dubbelzinnig, aangezien hiermede evengoed bedoeld worden de politiek gevangenen aan wie enkel de voordelen van het statuut der politiek gevangenen werden verleend, als degenen die daarenboven de titel van politiek gevangene toegekend kregen. Uit artikel 2, 2°, van de wet van 14 februari 1955 blijkt echter, dat alleen deze laatsten op anciënniteitsbijslag aanspraak kunnen maken.

Bij artikel 5 zijn bovendien aangaande de vorm opmerkingen te maken ; zij blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

"Artikel 5.-

§ 1. Voor hen die krijgsgevangen en voor hen die geïnterneerd zijn geweest, zijn de in aanmerking komende diensten gelijk aan de duur van het verblijf in een krijgsgevangenenkamp, of aan de duur van de internering in een neutraal land, vermeerderd met de op hun ontsnapping, repatriëring of bevrijding gevolgde periodes welke het besluit van de Regent van 27 mei 1949 in aanmerking neemt voor het berekenen van de dotatie der gewezen krijgsgevangenen.

Deze tijd wordt vermeerderd met de duur van het rustverlof dat de betrokkene werkelijk heeft genoten, of, voor degenen die zijn ontsnapt, met een periode van zes maanden :

- 1° indien zij zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, bij de weermacht in Belgisch-Congo of met toestemming van de Belgische Regering bij een geallieerd leger hebben vervoegd ;
- 2° indien zij, binnen deze termijn van zes maanden, dienst hebben genomen bij een inlichtings- en actiedienst, in de gewapende weerstand of in de weerstand door de sluikpers.

§ 2. De tijd welke de beroepsmilitair aan wie de titel van politiek gevangene is toegekend, als politiek gevangene heeft doorgebracht, wordt vermeerderd met dezelfde periodes als in § 1 bepaald voor krijgsgevangenen of geïnterneerde militairen".

.../...

Artikelen 6 en 7.

Onder voorbehoud van de tweede algemene opmerking, zouden deze twee artikelen de bedoeling van de Regering beter tot haar recht doen komen in de volgende lezing :

"Artikel 6.-

Voor hen die zich bij de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië vervoegd hebben en voor hen die, tijdens de vijandelijkheden, met toestemming van de Belgische Regering op de stamlijsten van een geallieerd leger werden ingeschreven, zijn de in aanmerking komende diensten, de periodes van werkelijke dienst, vanaf de datum van hun opneming of wederopneming in de getalsterkte van die legers ; hieraan wordt (eventueel voor hen die ten tijde van het vertrek de hoedanigheid van militair hadden) de tijd toegevoegd die nodig was om zich bij die strijdkrachten te voegen, vanaf het vertrek uit een bezet gebied, uit Frankrijk of uit een neutraal land, tot de opneming of de wederopneming in de getalsterkte van een der hierboven bedoelde legers, met dien verstande dat die tijd niet meer mag bedragen dan zes maanden, verhoogd met de duur van de internering der betrokkenen in de doorreisde landen.

Artikel 7.-

§ 1. Voor hen die zich na 10 mei 1940 bij de weermacht in Belgisch-Congo hebben vervoegd, zijn de in aanmerking komende diensten, de periodes van

werkelijke dienst bij de gemobiliseerde weermacht, vanaf hun opneming of wederopneming in de getalsterkte; hieraan wordt (eventueel voor hen die ten tijde van het vertrek de hoedanigheid van militair der moederlandse strijdkrachten hadden) de tijd toegevoegd die is verlopen vanaf het vertrek uit een bezet gebied, uit Frankrijk of uit een neutraal land, tot de aankomst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, met dien verstande dat die tijd niet meer mag bedragen dan zes maanden, verhoogd met de duur van de internering der betrokkenen in de doorreisde landen.

§ 2. Voor hen die op 10 mei 1940 op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi in dienst waren (eventueel voor hen die in hoedanigheid van militair der moederlandse strijdkrachten in dienst waren), zijn de in aanmerking komende diensten de periodes van werkelijke dienst bij de weermacht, indien zij tot een expeditiekorps van de weermacht hebben behoord".

Artikel 10.

Na te hebben herinnerd aan het voorschrift van artikel 1 van de wet, volgens hetwelk de diensten in geen geval vóór 10 mei 1940 een aanvang en na 8 mei 1945 een einde mogen nemen, beperkt het ontwerp er zich bij, als regel voor "de berekening van de te vergoeden tijdsduur" aan te geven, dat eenzelfde periode niet meer dan éénmaal in aanmerking mag worden genomen.

.../...

Om aan artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 uitvoering te kunnen geven, is nochtans het koninklijk besluit van 22 april 1952 nodig geweest.

Evenzo zal een koninklijk besluit nodig zijn ter bepaling van de regelen voor de berekening van de anciënniteitsbijslag waarvan sprake in de wet van 14 februari 1954 en in het onderhavige besluit.

Mocht de Regering het voornemen hebben het koninklijk besluit van 22 april 1952 zonder meer van toepassing te verklaren ten aanzien van de leden der krijgsmacht en der rijkswacht, dan ware het voldoende een daartoe strekkend artikel in het ontwerp op te nemen. Zoniet moeten de regelen voor de toepassing ervan in een afzonderlijk besluit of in een hoofdstuk van het onderhavige ontwerp worden opgenomen.

=====

a chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

essieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
e Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,

J.COYETTE,	conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,

L.FREDERICQ,	assesseurs de la section
	de législation,
J.LIMPENS,	bijzitters van de afdeling
	wetgeving,

J.CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par H.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.